

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 387 du 22.09

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Je veux dire au monde une histoire.

1-2 Joris Luyendijk : Les mots biaisés du Proche-Orient.

2 Les brèves

2-1 Tzipi Livni réunit la direction du Kadima, affaibli par la lutte interne.

3 Dossier

3-1 Andrès Allemand: La dame de fer d'Israël était un agent du Mossad.

3-2 Point de vue de Melhem Karam : La stratégie de Bush sur les théâtres du Moyen-Orient.

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

4-1 Quand Paul McCartney s'accommode de l'Apartheid.

4-2 Susan Abulhawa : Le Lobby a parlé : Biden et Israël.

4-3 Saleh Al-Naami : Criminaliser le Hamas.

4-4 Khaled Amayreh : La plaisanterie d'une "démocratie" palestinienne sous le Fatah et Israël.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie

5-1 Analyse de Jonathan Cook : Comment Israël fabrique ses collaborateurs palestiniens.

5-2 Les sombres stratagèmes d'Israël pour appâter les collaborateurs palestiniens.

5-3 Analyse de Bill Van Auken : Palin ou l'ignorance au service de l'extrême droite.

5-4 Analyse de Jalal Al Hussein : Les camps de réfugiés palestiniens au Proche-Orient, entre norme du droit au retour et intégration socioéconomique.

6 Annexe

6-1 Les lois d'apartheid d'Israël.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Je veux dire au monde une histoire.

Cliquez sur cette adresse et vous verrez les photos de : Je veux dire au monde une histoire.

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5046

1-2 Joris Luyendijk : Les mots biaisés du Proche-Orient.

Au moment où des journalistes de renom se trouvent en butte aux pressions ou sanctions des pouvoirs en place et de leurs lobbies pro-israéliens ou anti-arabes, retour sur une analyse d'un journaliste néerlandais, en 2006

Comprendre le quoi, le où, le quand, le qui et le comment, puis écouter chaque partie sur le pourquoi, tout en séparant bien le fait de l'opinion...

N'est-ce pas à cela qu'on reconnaît les journaux de qualité ? Et que promettent les spots promotionnels de CNN, Fox News ou Al-Jazira, si ce n'est l'objectivité ? « We report, you decide » : nous rapportons les faits, vous décidez. Pourtant, après avoir travaillé cinq ans comme correspondant au Proche-Orient, ma conclusion est pessimiste : **les journalistes occidentaux ne peuvent pas décrire précisément, et encore moins objectivement, le monde arabe ni le Proche-Orient.**

Même en suivant à la lettre les règles journalistiques, ils peignent un tableau profondément déformé de la région.

Le problème essentiel tient aux mots utilisés : ceux qu'emploient les journalistes ne signifient rien pour les publics européen ou américain, ou sont compris de manières différentes, ou sont tout simplement biaisés. Les meilleurs exemples de ces termes inconnus sont les mots « occupation » et « dictature ».

Ignorer la nature d'une dictature n'est pas le monopole des intellectuels ou du grand public.

Au temps où j'étais correspondant, j'essuyais parfois des réprimandes du rédacteur en chef : pourquoi obtenir un visa pour l'Irak de Saddam Hussein demandait-il tant de temps ? Et pourquoi n'étais-je pas encore allé en Libye ? « Comment ça, pas de visa ? Insiste ! » Ou cette demande faite par un célèbre journaliste d'investigation qui souhaitait avoir les coordonnées des services secrets jordaniens...

Ou ce comptable qui me réclamait les reçus pour toutes les personnes que j'avais soudoyées durant mon voyage en Irak.

Pourtant, le rédacteur en chef, le journaliste d'investigation ou le comptable suivaient l'actualité de très près. Ils lisaient les journaux et regardaient la télévision. Mais à quel moment ces journaux ou ces télévisions expliquent-ils ce qu'est réellement une dictature ?

Le livre que j'ai publié l'été dernier porte sur la peur, la méfiance, le lavage de cerveau, la corruption et la destruction délibérée des ressources propres à chaque personne, de l'amour propre.

L'éditeur s'est impliqué personnellement et l'a lu plusieurs fois. Présent à la Foire du livre de Francfort, il en est revenu plein d'entrain : il avait parlé du livre à un collègue égyptien qui était intéressé ; ma percée dans le monde arabe était imminente ! Il était radieux, jusqu'au jour où il lui a été expliqué qu'existait une contradiction dans les termes : une dictature peut-elle autoriser la publication d'un livre qui a précisément pour thème l'odieuse nature de cette dictature ? Même après avoir digéré cent pages consacrées à la culture de la peur sur laquelle s'appuient les Etats policiers, le mot « dictature » était resté, pour lui, une abstraction.

Le mot « occupation » peut-il être, lui aussi, vide de sens pour les lecteurs et les téléspectateurs occidentaux ?

Un tel vide expliquerait pourquoi on multiplie les pressions sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle prouve qu'elle « en fait assez contre la violence » alors qu'on ne demande presque jamais aux porte-parole du gouvernement israélien s'ils « en font assez contre l'occupation ». Nul doute qu'en Occident le citoyen sait ce qu'est la menace terroriste, ne serait-ce que parce que les responsables politiques le lui rappellent régulièrement. Mais qui explique aux publics occidentaux la terreur qui se cache derrière le mot « occupation » ? Quelle que soit l'année à laquelle on se réfère, le nombre de civils palestiniens tués en raison de l'occupation israélienne est au moins trois fois supérieur à celui des civils israéliens morts à la suite d'attentats. Mais les correspondants et les commentateurs occidentaux, qui évoquent les « sanglants attentats-suicides », ne parlent jamais de la « sanglante occupation ».

Si les horreurs quotidiennes de l'occupation israélienne restent largement invisibles, l'« information » provenant des dictatures parvient aux journaux et aux télévisions occidentaux. Se présente alors un second problème : quand les journalistes décrivent les événements, ils empruntent les termes des démocraties. Ils utilisent des mots comme « Parlement » ou « juge », ils disent le « président Moubarak » plutôt que le « dictateur Moubarak », et ils parlent du Parti national démocratique alors que celui-ci n'est ni « démocratique » ni un « parti ». Ils citent un professeur d'université du monde arabe, mais oublient d'ajouter que celui-ci est contrôlé et surveillé par les services secrets. Lorsque sur l'écran de télévision apparaissent quelques jeunes gens en colère qui brûlent un drapeau danois dans un Etat policier, ils appellent cela une « manifestation » et non une opération de communication.

Ce qu'il y a de déconcertant, c'est que les correspondants qui se trouvent au Proche-Orient connaissent pertinemment ce que signifie une occupation et une dictature. Ils travaillent et vivent dans des pays arabes et dans les territoires palestiniens, ils y ont des amis, des collègues et des familles qui ne peuvent se fier à aucune règle de droit. Ces amis, ces collègues, ces familles ne sont pas des citoyens mais des sujets, presque sans défense, et ils le savent. Mais comment les publics occidentaux pourraient-ils savoir, savoir véritablement, de quelle manière tourne un tel système ? Surtout quand le vocabulaire laisse penser que les démocraties et les Etats policiers fonctionnent d'une façon quasiment similaire, avec un Parlement, un président et, même, des « élections » ?

Certains mots ne disent rien aux citoyens ordinaires. D'autres évoquent autre chose que ce qu'on a voulu dire. Ils sont intrinsèquement biaisés : quelques minutes de zapping sur les chaînes satellitaires suffisent à le démontrer. Devons-nous dire « Israël », l'« entité sioniste », la « Palestine occupée » ? « Intifada », « nouvel Holocauste » ou « lutte d'indépendance » ? Ce bout de terre est-il « contesté » ou « occupé », et doit-il être « donné » ou « rendu » ? Est-ce une « concession » quand Israël remplit une obligation figurant dans un traité qui a été signé ? Est-ce qu'il y a « négociation » entre Israéliens et Palestiniens, et si c'est le cas, quelle est la marge de manœuvre des Palestiniens sachant que le terme « négociation » implique des concessions mutuelles entre deux parties plus ou moins égales ?

Il n'y a pas de mot neutre. Quel vocabulaire adopter, alors ? Pas facile d'écrire une dépêche de ce type : « Aujourd'hui en Judée et Samarie/dans les territoires palestiniens/dans les territoires occupés/dans les territoires disputés/dans les territoires libérés, trois Palestiniens innocents/terroristes musulmans ont été éliminés préventivement/brutalement assassinés/tués par l'ennemi sioniste/par les troupes d'occupation israéliennes/par les forces de défense israélienne. » Ou, sur l'Irak : « Aujourd'hui, les croisés sionistes/troupes d'occupation américaines/forces de la coalition ont attaqué des bases de la résistance musulmane/des terroristes/des cellules terroristes ».

La culture occidentale est optimiste : lorsque vous identifiez un problème, vous êtes prié de proposer simultanément une solution. Mais comment sortir de ce marécage linguistique, sauf peut-être à reconnaître plus ouvertement les partis pris et les filtres inévitables de tout travail journalistique, et à mettre un terme à la tromperie de slogans issus du marketing ? Nous rapportons les faits, vous décidez, d'accord. Mais nous décidons ce que vous voyez et comment vous le voyez.

Pourtant, il y a une catégorie de mots pour lesquels les médias occidentaux pourraient faire mieux. Pourquoi un juif qui réclame la terre qui lui a été donnée par Dieu est-il un « ultranationaliste », alors qu'un musulman qui tient le même raisonnement est un « fondamentaliste » ? Pourquoi un dictateur arabe qui choisit une politique différente de celle des Occidentaux est-il « antioccidental », alors que cette étiquette n'est jamais appliquée dans l'autre sens ? Imagine-t-on un leader américain qualifié de « radicalement antiarabe » ? Un responsable politique israélien qui croit que seule la violence peut protéger son peuple est appelé un « faucon ». A-t-on jamais entendu parler d'un « faucon » palestinien ? Non, c'est un « extrémiste » ou un « terroriste ». Les responsables israéliens qui croient au dialogue sont des « colombes ». Pourtant, un Palestinien qui choisit la même voie est appelé un « modéré », ce qui laisse entendre que, bien que la violence soit logée dans le cœur de chaque Palestinien, celui-là est parvenu, grâce en soient rendues à Allah, à « modérer » sa nature profonde. Et pendant que le Hamas « hait » Israël, aucun parti ou leader israélien n'a jamais « haï » les Palestiniens, même quand ces dirigeants profitent de leur fauteuil gouvernemental pour prôner leur expulsion. A moins qu'il ne s'agisse d'un « nettoyage ethnique » ? Ou d'un « déménagement involontaire » ? Ou d'un « transfert » ?

14 septembre
Joris Luyendijk.

Joris Luyendijk Journaliste néerlandais, auteur de *Presque humains. Images du Proche-Orient* (en néerlandais, Podium, Amsterdam, 2006).

publié par le Monde diplomatique

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Tzipi Livni réunit la direction du Kadima, affaibli par la lutte interne.

Tzipi Livni, la nouvelle dirigeante du Kadima, le parti au pouvoir en Israël, a réuni vendredi sa direction afin de resserrer les rangs après sa courte victoire des primaires.

La ministre israélienne des Affaires étrangères, élue de justesse mercredi à la tête de cette formation centriste, a convoqué près de Tel-Aviv le groupe parlementaire et les ministres du parti, alors qu'elle engageait ses tractations pour la formation d'un nouveau gouvernement.

Le grand absent lors de cette réunion était son principal rival, le ministre des Transports Shaul Mofaz, qui a provoqué jeudi la surprise en annonçant qu'il se retirait provisoirement de la vie politique après sa défaite aux primaires.

Mme Livni l'a toutefois appelé à "rejouer un rôle de dirigeant à mes côtés", alors qu'elle était entourée par les deux autres candidats malheureux à la direction du parti, le ministre de l'Intérieur Meïr Shetreet et celui de la Sécurité intérieure, Avi Dichter.

"J'ai besoin d'une pause pour décider de mon avenir", avait expliqué la veille M. Mofaz devant ses partisans.

Shaul Mofaz exprimait son mécontentement, d'après ses proches, suite à des irrégularités qui, selon eux, se sont produites au cours des primaires, et notamment que la fermeture de certains bureaux de vote ait été repoussée alors que les télévisions annonçaient une victoire nette de Mme Livni, à partir de sondages de sortie des urnes.

Selon les médias, il n'est cependant pas exclu à terme que M. Mofaz retourne au Likoud (droite), dont il est idéologiquement proche.

Le chef de l'opposition et dirigeant de ce parti, Benjamin Netanyahu, s'est d'ailleurs empressé de lui apporter un hommage appuyé.

Tzipi Livni s'est par ailleurs prononcée pour le maintien de la coalition sous sa forme actuelle, qui s'appuie sur quelque 65 députés.

"Il n'y a aucune raison de changer la composition de la coalition", a-t-elle estimé.

Elle a également souligné le "besoin de stabiliser au plus vite" la situation politique, en réduisant la période d'incertitude liée à un changement de gouvernement.

Mme Livni avait rencontré jeudi soir le vice-Premier ministre Eli Yishai, chef du parti ultra-orthodoxe Shass, qui a qualifié l'entrevue de "cordiale".

Le sort de la future coalition que Mme Livni entend former dépend de la position du Shass. M. Yishai a déjà posé des conditions à la participation de son parti à un gouvernement Livni, notamment que celui-ci "écarte toute négociation sur l'avenir de Jérusalem".

Le statut futur de la partie orientale de la ville, annexée par Israël après sa conquête en juin 1967, constitue une des principales pierres d'achoppement dans les pourparlers avec les Palestiniens.

Il a aussi exigé une hausse des allocations familiales, ce qu'a exclu jusqu'à présent Mme Livni.

Après la démission prochaine du Premier ministre Ehud Olmert, Mme Livni disposera d'un délai de 42 jours pour rassembler une nouvelle majorité, faute de quoi des élections anticipées pourraient avoir lieu sous 90 jours.

La législature actuelle n'est censée s'achever qu'à la fin 2010.

Le président Abbas a téléphoné jeudi à Mme Livni pour la féliciter de sa victoire, après que le négociateur palestinien Saëb Erakat a exprimé mercredi l'espoir que son élection à la tête du parti entraînerait des négociations "sérieuses".

Tzipi Livni est directement impliquée dans les négociations qui, jusqu'alors, n'ont pas débouché sur une percée concernant les dossiers centraux, alors qu'Israéliens et Palestiniens tentent de parvenir à un accord de paix avant la fin de l'année.

AFP – 19-09

2-2 La belle-sœur de Tony Blair parvient à quitter Gaza.

La belle-sœur de l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, arrivée à Gaza fin août à bord d'un des bateaux "briseurs de blocus" de l'opération "Free Gaza", a pu quitter le territoire palestinien samedi et entrer en Egypte.

Un journaliste de l'Associated Press présent sur place a assisté à son départ, alors que Lauren Booth faisait tamponner son passeport, dans la partie égyptienne du poste frontalier de Rafah. La police a empêché les journalistes de lui parler.

La belle-sœur de Tony Blair cherchait à quitter Gaza depuis le mois dernier, mais elle s'était fait refouler aux points de passage tant israéliens qu'égyptiens.

Elle était l'un des 46 militants de "Free Gaza" entrés dans les eaux gazaouies le 23 août pour dénoncer le blocus israélien depuis que le Hamas a pris le contrôle du territoire par les armes en juin 2007.

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4988

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Andrès Allemand: La dame de fer d'Israël était un agent du Mossad.

Portrait de Tzipi Livni,

Tzipi Livni est née dans une famille de sionistes actifs dans le mouvement clandestin Irgoun. Garçon manqué durant son enfance, elle a gradé à l'armée et a été en poste à Paris au sein du Mossad. On la dit intraitable sur les frontières, le statut de Jérusalem et les réfugiés palestiniens.

Le compte à rebours est lancé. Elue de justesse mercredi soir à la tête de Kadima, Tzipi Livni dispose de quarante petits jours pour réunir une coalition de partis disposés à soutenir son accession au poste de premier ministre. Si elle y parvient, elle sera la première femme à prendre les commandes en Israël depuis le mandat de la célèbre Golda Meir (1969-1974). Mais l'actuelle ministre des Affaires étrangères a-t-elle la trempe de la dame de fer? Ses mâles détracteurs la jugent inexpérimentée, indécise, influençable et trop émotive. Ce n'est pas ce que laisse penser son histoire personnelle. Voyez plutôt.

Tzipora Malka Livni est née il y a cinquante ans à Tel-Aviv, dans une famille au sionisme... disons... musclé.

Avant la création de l'Etat hébreu, ses parents étaient des membres particulièrement actifs de l'Irgoun, organisation clandestine connue pour avoir perpétré en 1946 l'attentat de l'Hôtel King David qui fit 91 morts. Figure clé de cette milice juive, son père, Eitan, fut condamné à 15 ans de prison pour avoir attaqué une base militaire de la Palestine britannique. Quant à sa mère, Sarah, elle a récemment raconté à la presse son coup d'éclat: «Déguisée en femme enceinte, j'ai dévalisé un train qui transportait 35? 000 livres sterling!»

Agent antiterroriste à Paris

Bref, Tzipi a de qui tenir. On ne s'étonnera donc pas d'apprendre qu'elle était un garçon manqué. Pas plus qu'on ne sera surpris d'entendre qu'elle fut lieutenant à l'armée. Et, finalement, on trouvera presque normal son recrutement par le Mossad en 1980. Mais de ses quatre ans d'activité au sein du service de renseignement extérieur israélien, on ne saura quasi rien. Il semble confirmé qu'elle fut en poste à Paris.

Le secret, c'est bien connu, entretient la légende. Ainsi, on prête à l'agent Tzipi Livni un rôle au moins indirect dans l'élimination de terroristes palestiniens dans diverses capitales européennes. C'est évidemment invérifiable.

En 1983, changement de cap: Tzipi Livni quitte le Mossad, fonde un foyer, finit son droit et lance une étude d'avocats. Epouse du publiciste Naftali Spitzer, elle a deux fils: Omri et Yuval. Ses affaires sont florissantes. Mais la dame ne tient pas en place. Bientôt, elle entre en politique. Surtout, il y a neuf ans, elle est élue au parlement sur la liste du grand parti de la droite israélienne: le Likoud.

Sous l'aile de Sharon

Son ascension est fulgurante, grâce à son mentor de choc: Ariel Sharon. En 2001, à la tête du gouvernement, il la nomme ministre du Développement. Elle sera ensuite en charge de l'Immigration, du Logement, de la Justice,, puis de la Diplomatie. Un poste qu'elle occupe depuis deux ans. A ce titre, elle conduit les négociations avec les Palestiniens depuis le sommet d'Annapolis en novembre 2007. Etonnant pour une politicienne qui jadis militait en faveur du Grand Israël!

C'est que la dame a fait du chemin, suivant les pas d'Ariel Sharon, qui a décidé en 2005 le retrait israélien de la bande de Gaza. Tandis que les camarades de parti traitaient le premier ministre de «traître», elle n'a pas hésité à quitter le Likoud pour rejoindre Kadima, la nouvelle formation de son mentor. Il y a deux ans, elle confiait: «Je crois, comme mes parents, que le peuple juif a droit à toute la terre d'Israël. Mais on m'a aussi appris à veiller à la pérennité de notre pays et à protéger les valeurs démocratiques. S'il faut choisir entre mes rêves et la démocratie, je préfère renoncer à une partie du territoire.» N'empêche, elle est intraitable sur les frontières, le statut de Jérusalem et les réfugiés.

Mais si Tzipi Livni est populaire, c'est moins pour son évolution que pour son image de «Madame Propre». Les derniers chefs du gouvernement ont été entachés par des affaires de corruption. Bref, de cette dame de fer, les Israéliens attendent surtout qu'elle fasse le ménage.

Commentaire: l'éternel casse-tête israélien

On perçoit comme un souffle d'espoir depuis que Tzipi Livni a été désignée à la tête de Kadima. En Israël, on se prend à attendre davantage de probité au gouvernement. A l'étranger, on veut croire que la paix ne serait plus impossible avec l'arrivée au pouvoir de cette amie personnelle de l'Américaine Condoleezza Rice. Mais rien n'est joué. Et surtout pas la formation d'une coalition autour de sa personne. Car en Israël, aucun parti n'est assez fort pour gouverner seul. Il faut multiplier les alliances de part et d'autre de l'échiquier politique. Celui qui «prend les commandes» fait le grand écart pour ne mécontenter personne. Difficile dans ces conditions de prendre des décisions radicales. Depuis 1992, aucun premier ministre n'est parvenu jusqu'au terme de son mandat. La malédiction des élections anticipées n'en finit pas de frapper la démocratie israélienne.

C'est d'autant plus vrai pour Tzipi Livni, qui a maintenant le couteau sous la gorge. Si elle ne trouve pas de coalition, des élections anticipées seront convoquées. Or elle vient de prendre la tête d'un parti divisé, dont on ne sait pas très bien comment il survivrait à des législatives.

3-2 Point de vue de Melhem Karam : La stratégie de Bush sur les théâtres du Moyen-Orient.

La Cisjordanie perdue dans les méandres de la politique et Ghaza à la merci des fusées.

Extrait

Les projets de solutions dans la région, objet de surenchères diplomatiques!

Hubert Vedrine, ancien ministre français des A.E. a publié un ouvrage autour de "L'Histoire qui poursuit sa marche", consacré en majeure partie à la stratégie de Bush sur les théâtres des crises dont celle du Moyen-Orient.

Il a abouti à une conclusion dont il ressort que le 43ème président américain a récolté des revers foudroyants. Aussi, s'attend-il à ce que le temps qui lui reste au pouvoir soit très chaud.

De plus, il a prévu un durcissement au sein de l'Administration, comme au niveau du pouvoir à Tel-Aviv, alors que la cause du soldat israélien kidnappé est devenue une question secondaire dans l'agenda de l'état-major qui à sa tête le général Eshkenazi.

Ehud Barak, ministre de la Défense, travailliste, a porté le casque de combat, reprenant sur les décombres de Beit Lahia une expression de Menahem Begin: "Le monde n'a pas pitié des victimes mais respecte les combattants".

Quant à Tsipi Livni, ministre des Affaires étrangères, elle considère que "tout se passe dans notre intérêt", partant du fait que la terne Administration à Washington est passée de la gestion de la crise à la gestion de la dégringolade. Au point où au moment de la visite de Condoleezza Rice à Ramallah et Tel-Aviv, elle a surpris ceux qu'elle a rencontrés, en disant qu'elle ne portait avec elle aucune idée exécutive pouvant apporter la dynamique nécessaire en vue de la reprise de la négociation, serait-ce d'angles très étroits.

Toutes les paroles israéliennes vont, maintenant à la guerre, non seulement à Gaza, mais jusqu'au Liban-Sud et à la Syrie. Henry Kissinger qui a été le parrain de bien des explosions dans la région, estime que la crispation a atteint un niveau difficile à résorber au moyen de réseaux de sécurité traditionnels. Peut-être réalise-t-il que l'équipe au pouvoir en Israël est acquise au concert de la terrorisation en vue de l'éloignement programmé des Palestiniens.

Ce ne sera pas une demi-guerre, mais une guerre complète au cours de laquelle toutes les armes seront utilisées dans la région.

Sans doute n'avons-nous pas besoin de lire avec les rayons infrarouges, pour détecter les vents de la tempête qui menace l'arc s'étendant de Bassorah à Gaza. Ce qui accentue les chances de son avènement tonitruant, c'est la faiblesse arabe et l'impuissance à disposer du minimum d'immunité face aux possibilités.

....

Mais derrière ce qui est considéré comme un gel des crises, autant qu'un mirage dans les solutions et les rechanges, se dessinent des modifications fondamentales auxquelles Hubert Vedrine fait allusion, à savoir que les Etats unis ne sont plus, au niveau international, la partie ayant le dernier mot à dire. Le général Alexander Haig, ministre des Affaires étrangères de la première phase du mandat Reagan, n'est pas très éloigné de la vision de son collègue français. Il observe qu'un problème historique fait face aux néoconservateurs et à l'Administration Bush, représenté par l'échec cuisant dans toutes les régions qu'ils ont voulu refaçonner, politiquement.

Par [Melhem KARAM](#)

<http://www.rdl.com.lb/2008/q3/4171/editorial.html>

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Quand Paul McCartney s'accommode de l'Apartheid

Le PACBI [Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel] regrette la décision de Paul McCartney de maintenir le concert prévu en Israël en dépit de nombreux appels qui lui avait été adressés (*) pour que ce spectacle soit décommandé.

Ces appels se justifiaient par les crimes de l'état d'Israël contre les Palestiniens, et en particulier à cause du siège brutal et dévastateur imposé à 1,5 million de personnes à Gaza.

Non seulement un tel concert ne respectera pas le boycott culturel qui doit s'appliquer à Israël, mais il enverra aussi un message disant que McCartney s'accommode ou ignore par apathie la réalité d'Israël comme puissance coloniale et ségrégationniste opprimant les Palestiniens et occupant la terre arabe. Comme cela a été fait dans le cadre de la lutte contre l'Apartheid en Afrique du Sud, les Palestiniens demandent aux artistes internationaux

de prendre leur responsabilité sur le plan moral en restant à l'écart d'Israël jusqu'à ce que la liberté, la justice, l'égalité et les droits de l'homme soient respectés pour tous.

Dans une interview récente McCartney a reconnu : « *j'ai été approché par différents groupes et organisations politiques qui m'ont demandé de ne pas venir ici. J'ai refusé. Je fais ce que je pense, et j'ai beaucoup d'amis qui soutiennent Israël* ». Cependant l'opinion publique au Royaume-Uni ne soutient pas l'occupation et le viol constant par Israël du droit international. Des articles de presse rapportent que beaucoup à Liverpool même sont très réservés sur la tournée de McCartney en Israël. A présent McCartney aura beaucoup moins d'amis à travers le monde parmi ceux qui veulent le respect des droits de l'homme et qui haïssent l'Apartheid. Ajoutant l'insulte à la blessure, McCartney a déclaré devant les médias : « *j'ai entendu beaucoup de grandes choses au sujet de Tel Aviv et d'Israël, mais l'entendre est une chose et le voir par soi-même en est une autre.* » Avait-il entendu encore de plus grandes choses au sujet de Sun-City en Afrique du Sud [ville de loisirs créée pour les blancs à l'époque de l'Apartheid] ? Et cela aurait-il été suffisant pour qu'il ignore l'appel pour le boycott de l'Afrique du Sud ?

Israël est vu par les Nations Unies et par la majorité écrasante des pays à travers le monde comme une force d'occupation répressive qui maintient des colonies illégales dans les territoires palestiniens sous occupation et qui viole en permanence le droit international.

En dépit de notre dénonciation de la réelle complicité de Paul McCartney avec l'occupation et le système israélien de ségrégation raciale, le PACBI condamne fortement et sans équivoque toute menace à son égard ainsi que contre toute figure culturelle ou universitaire qui décide de visiter Israël en dépit de l'appel au boycott lancé par les Palestiniens. En tant que mouvement de résistance civil dont le message est ancré dans un engagement constant vis à vis des droits de l'homme, nous tentons de persuader des personnalités, en faisant appel à leur intelligence et à leur cœur, de boycotter Israël — par des campagnes de sensibilisation du public et en exerçant une pression non-violente — en raison de sa politique d'occupation et d'oppression raciste.

Signé : PACBI.

15 septembre

4-2 Susan Abulhawa : Le Lobby a parlé : Biden et Israël.

Extrait

John McCain a éclipsé l'effervescence de la Convention démocrate, obtenu le vote des femmes, rassuré les conservateurs aussi bien centristes que d'extrême droite et placé une candidature féminine à la présidence pour le compte des Républicains dans les futures élections. C'est logique. D'autre part, les meilleures explications pour le choix de Joseph Biden par Barack Obama ne collent toujours pas.

Il est vrai que M. Biden apporte une certaine expérience politique à la candidature de M. Obama, mais M. Obama avait beaucoup d'autres choix. M. Biden réduit également l'écart de la race, qui, malheureusement, existe encore en Amérique. Mais, là encore, il avait beaucoup d'autres choix.

Alors, qu'est-ce alors ?

M. Biden, l'auto-proclamé sioniste, apaise les craintes des Israéliens et des Juifs américains que M. Obama ne puisse pas être aussi complaisant à l'égard d'Israël.

Je sais qu'il est difficile pour l'Américain moyen de croire que les intérêts israéliens puissent avoir une telle influence sur l'élection présidentielle.

La propagande israélienne **fait** un travail remarquablement bon dans la diffusion de tout débat significatif sur le Moyen-Orient **ou** sur le rôle d'Israël dans l'élaboration de nos politiques étrangères. Que ce soit en calomniant Jimmy Carter qui a osé parler franchement **ou** en censurant ou en ignorant des livres importants d'enseignants comme «Le Lobby Israélien» des professeurs Mearsheimer et Walt, **les Américains ignorent toujours** à quel point il est important de plaire à Israël pour avoir une véritable chance d'occuper un poste d'élu à Washington. Tous les politiciens, journalistes et experts savent que vous ne pouvez pas être élu à Washington, sans la bénédiction de l'American Israel Political Action Committee (AIPAC), connu plus simplement sous le nom du "Lobby" à Washington.

Sous l'Administration Clinton, le chef de l'AIPAC a dû démissionner après que quelqu'un ait divulgué un enregistrement sur lequel on l'entendait raconter comme l'AIPAC négociait avec le président sur son choix du secrétaire d'État. C'est incontestablement le plus puissant groupe d'intérêts étrangers à Washington, et sans doute le plus puissant lobby en général.

Henry Siegman, l'ancien chef de l'American Jewish Congress et un expert sur le Moyen-Orient au Conseil des Relations Étrangères a admis que "*Lorsqu'il s'agit du conflit israélo-arabe, les termes du débat sont tellement influencés par les groupes organisés juifs comme l'AIPAC, qu'être critique d'Israël, s'est se refuser soi-même la capacité de réussir dans la politique américaine.*"

Un exemple remarquable de la grande influence qu'exerce Israël sur la politique étrangère américaine a eu lieu en été 2006, quand Israël a attaqué le Liban. Alors que le monde entier condamnait l'attaque, **nous étions les seuls à soutenir Israël**.

Le 18 Juillet, le Sénat a approuvé à l'unanimité une résolution "condamnant le Hamas et le Hezbollah, et leurs Etats sponsors et soutenant Israël son droit à exercer de la légitime défense."

Après avoir retiré du projet de loi la phrase demandant instamment à "**toutes les parties de protéger les civils innocents et les infrastructures**", la version de la Chambre des Représentants a été adoptée par un écrasant 410 à 8.

....

C'est un pays qui a été pris à maintes fois à espionner l'Amérique (**le plus récemment**, deux haut responsables de l'AIPAC ont été mis en accusation sur des éléments de preuve **qu'ils ont acceptés pour** avoir transmis à Israël des secrets confidentiels sur la sécurité nationale fournis par un analyste du Département de la Défense travaillant avec l'AIPAC), **et** qui continue à défier la demande des États-Unis de mettre fin à l'annexion et à la colonisation de propriétés privées palestiniennes par des colonies uniquement juives illégales. On pourrait croire qu'un tel comportement puisse s'attirer certaines critiques de la part des candidats. Mais il est rare qu'un politicien ose le faire.

M. Biden s'est montré lui-même un acolyte d'Israël. Dans une interview avec TV Shalom, M. Biden a proclamé: "**Je suis un sioniste**".

Ira Forman, le directeur exécutif du Conseil Démocratique National Juif a déclaré : «*Biden est un grand ami ... avec un solide dossier pro-israélien.*»

Mesdames et Messieurs, M. Biden apporte "le Lobby" aux côtés de M. Obama et c'est la raison pour laquelle il a été choisi. Laissez nous au moins ouvrir le débat pour y inclure **l'influence de ce lobby d'intérêts** étrangers. Les Américains méritent de comprendre les forces qui se cachent derrière les décisions qui nous concernent tous, individuellement et collectivement, en tant que nation.

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt : <http://usa-menace.over-blog.com/article-23021847.html>

4-3 Saleh Al-Naami : Criminaliser le Hamas.

Suite à la récente réunion des ministres arabes des affaires étrangères au Caire, les lumières sont restées allumées jusqu'à l'aube dans le bureau du premier ministre palestinien limogé, Ismail Haniyeh, situé sur la rue Ahmed Zaydiyeh à l'ouest du quartier Al-Nasr dans la ville de Gaza.

Ghazi Hamed, chargé de la coordination des relations entre le gouvernement limogé et le monde arabe, a contacté des responsables dans un certain nombre de capitales arabes pour tenter de connaître les décisions prises par le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de la Ligue Arabe afin de régler les problèmes inter-palestiniens, et a mis en contact Haniyeh avec les ministres arabes des affaires étrangères dont les pays étaient d'accord avec le Hamas sur certaines positions.

Hamed a déclaré à Al-Ahram Weekly qu'il était clair pour le gouvernement limogé et les dirigeants du Hamas que, depuis le début, certains milieux palestiniens et arabes avaient l'intention de criminaliser le Hamas et de le tenir responsable de la poursuite de la scission entre Palestiniens.

Hamed considère que la déclaration finale de la réunion des ministres est remplie de problèmes, y compris sa mention à la légitimité nationale représentée par le Président Mahmoud Abbas. Hamed se demande pourquoi les ministres arabes ont ignoré d'autres organes légitimes des Palestiniens, dont le gouvernement dirigé par Haniyeh qui a été formé à la suite d'élections démocratiques.

La référence des ministres arabes au respect des institutions nationales affiliées à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) est particulièrement provocatrice pour Hamed.

"Qu'elle légitimité a l'OLP?" demande-t-il. "Elle est morte il y a longtemps et est devenue un club pour des groupes et des organisations qui ont perdu leur représentation populaire. Quel type de légitimité a cette organisation qui n'a pas produit d'institutions par les élections et ne tient pas compte du Conseil Législatif Palestinien qui a été choisi à travers des élections que tous les témoins ont considéré comme équitables?"

Pourtant, Hamed et Haniyeh pourraient avoir une raison d'être optimistes. Hamed souligne que les ministres des Affaires étrangères arabes ont accepté que l'Égypte continue ses communications avec les factions palestiniennes dans le but de déterminer un moyen de résoudre la scission inter-palestinien et de le présenter à la Ligue Arabe en vue de son adoption.

Hamed est optimiste parce que les ministres des Affaires Etrangères Arabes se sont mis d'accord sur la formation d'une commission de six membres pour examiner la vision égyptienne avant de la présenter à la Ligue Arabe.

Selon le Hamas, cette commission sera composée des ministres des Affaires Etrangères de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite, de la Jordanie, du Qatar, du Liban et de la Syrie. Hamed estime que la commission est équilibrée, ce qui signifie qu'il est peu probable que le Hamas soit confronté à des décisions incompatibles avec ses positions. "Passer au crible" la vision égyptienne par une commission de six membres est considéré par Hamed comme un succès pour le Hamas et le fruit de la diplomatie avant et pendant la réunion.

Quant aux dirigeants du Hamas, ils ne ressentent pas le besoin d'attendre que l'Égypte achève ses consultations avec les factions palestiniennes pour connaître les grandes lignes de la vision égyptienne.

À l'exception du Hamas et du Jihad islamique, toutes les factions qui sont allés au Caire ont recommandé la formation d'un gouvernement de technocrates, ce qui constitue un moyen d'éliminer du pouvoir le Hamas dans la bande de Gaza. Ils ont également recommandé d'avancer la date des élections législatives, entraînant la dissolution de l'actuel Conseil Législatif Palestinien (CLP).

Le fait que le mandat d'Abbas en tant que président de l'Autorité Palestinienne se termine le 9 Janvier complique encore plus les choses. Le Hamas a annoncé qu'Abbas avait deux options : organiser de nouvelles élections présidentielles ou présenter sa démission.

Le porte-parole du Fatah, Fahmi Al-Zaarir, estime que les États arabes devraient prendre des distances vis-à-

vis de la position du Hamas, en l'accusant de "*planifier une implication du peuple palestinien dans une bataille constitutionnelle qui achèverait le renversement qui a eu lieu dans la bande de Gaza*".

Dans ses déclarations à Weekly, Al-Zaarir dit que la formation d'un gouvernement de technocrates et la tenue d'élections "*garantiraient le retour de l'unité pour le système politique palestinien*". Al-Zaarir a ajouté qu'Abbas avait été le premier à montrer sa volonté d'avancer les élections législatives et présidentielles : cette initiative est une exigence pour la réunification de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Al-Zaarir dit que si un accord n'est pas trouvé sur la tenue d'élections anticipées, les élections législatives et présidentielles auront lieu en même temps, ce qui implique une extension automatique du mandat du Président Abbas jusqu'en Janvier 2010.

Al-Zaarir estime que la question des élections présidentielles sera abordée indirectement dans les discussions sur un gouvernement d'accord national et la tenue d'élections anticipées. La question est de savoir comment les régimes arabes se comporteront avec Abbas après le 9 Janvier.

Personne dans la direction du Hamas ne doute que la plupart de ces régimes continueront à traiter Abbas comme s'il était le président légitime de l'Autorité palestinienne. De leur côté, les dirigeants du Hamas exploiteront la fin de son mandat pour souligner qu'il a usurpé la notion de légitimité.

L'éminent dirigeant du Hamas, Mahmoud Al-Zahhar, dit que la position du Hamas sur le dialogue national est basée sur **quatre principaux principes inébranlables : le respect de la légitimité de toutes les factions palestiniennes, le respect des résultats des élections législatives, le respect de la Loi fondamentale palestinienne, et la réforme de l'OLP.**

Dans ses déclarations faites à Weekly, Al-Zahhar a expliqué que le Hamas refusait de former un gouvernement de technocrates et de tenir des élections anticipées, parce que cela signifierait renforcer les mesures prises par Abbas en vue d'un bouleversement.

Al-Zahhar a ajouté que le calendrier des élections ne pouvait pas être reporté sans coordination avec le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, ou sans créer les conditions qui permettraient des élections en Cisjordanie et la fin de l'oppression du gouvernement Fayyad envers les dirigeants du Hamas.

Al-Zahhar a également des doutes sur l'objectivité des positions prises par les factions de l'OLP qui se sont rendues au Caire, en ajoutant que leur représentation de la rue palestinienne était extrêmement limitée. Al-Zahhar souligne que la Ligue Arabe, et notamment l'Égypte, doit être en contact avec la réalité et comprendre les sensibilités politiques impliquées dans l'arène politique palestinienne.

Jamil Al-Majdalawi, qui est un membre du Politburo du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), est optimiste quant à l'intervention arabe. Il nie les allégations que son organisation adopte les positions d'Abbas, pourtant en examinant de près la position d'Al-Majdalawi, il semble qu'elle soit en conformité avec celle d'Abbas.

Dans ses déclarations faites à Weekly, Al-Majdalawi parle d'un gouvernement "*d'accord national*" plutôt qu'un gouvernement de "technocrates" et souligne qu'il y a consensus palestinien sur la formation d'un gouvernement d'accord national, la reconfiguration des organismes de sécurité palestiniens sur une nouvelle base, et la reconstruction de l'OLP et de ses institutions comme indiqué dans l'accord du Caire et le document de dialogue national.

Il dit que le gouvernement d'accord national devait être responsable de la supervision de la réunification des institutions de l'Autorité Palestinienne et de la préparation des élections.

Yehia Al-Daabseh, le chef du comité de suivi du CLP estime que les positions du FPLP et des autres factions de l'OLP sont des reproductions de la position d'Abbas. Il dit que la Gauche palestinienne a échoué au test de neutralité il y a longtemps quand elle a adopté la position d'Abbas sur la légitimité du gouvernement Fayyad, même s'il n'a pas la confiance du CLP. Pourtant, Al-Daabseh est plus intéressé à encourager les dirigeants arabes à ne pas aider Abbas à enfreindre la loi fondamentale palestinienne. Il considère qu'il s'agit d'un test de l'intégrité arabe dans la médiation entre le Fatah et le Hamas.

Al-Daabseh souligne que le Hamas insiste sur la tenue des élections, y compris sur la tenue d'élections présidentielles dans les délais prévus. Il rejette les appels effectués par un certain nombre de dirigeants de l'Autorité Palestinienne et arabes pour un report de l'élection présidentielle aux élections législatives de Janvier 2010 et considère cette mesure comme un «bouleversement de la loi et de la constitution».

Al-Daabseh dit qu'Abbas a déjà commis «*des massacres contre la constitution en retirant le pouvoir au dixième gouvernement formé après la victoire du Hamas et au gouvernement d'unité nationale formé suite à l'accord de La Mecque, ainsi que par la publication de décrets visant à empêcher le travail du gouvernement d'une manière qui révèle ses véritables intentions.*»

Al-Daabseh estime également qu'Abbas pense et agit conformément à la politique des États-Unis et le considère comme un larbin des Américains. Il met en garde les Arabes contre la présentation d'une solution en faveur d'Abbas, car cela constituerait une aide indirecte aux intérêts israéliens et américains.

Il y a un sentiment profond chez les dirigeants du Hamas qu'Abbas, et avec lui les factions de Gauche et certains régimes arabes, souhaitent que la Ligue Arabe publie une résolution condamnant le Hamas et le tenant pour responsable de la scission interne. Donc, le Hamas s'emploie à recruter ce qu'il considère comme "des contre-forces" dans le monde arabe pour faire échouer ce plan.

Selon les dirigeants du Hamas, il y a des chances que l'équilibre des forces au sein de la Ligue Arabe rende difficile à Abbas et à ses alliés arabes de donner suite à leurs intentions.

Sources [ISM](#)

4-4 Khaled Amayreh : La plaisanterie d'une "démocratie" palestinienne sous le Fatah et Israël.

Intrigant pour une position publique avantageuse vis-à-vis du Hamas, le mouvement Fatah a appelé à l'organisation d'élections présidentielles et parlementaires en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. La proposition nous est servie comme étant la seule voie pour résoudre la crise continue entre le Fatah et le Hamas, à la suite du contre-coup d'Etat de ce dernier à Gaza en juin de l'année dernière.

La proposition semble toutefois être plus un stratagème de propagande qu'un effort sincère visant à parvenir à une réconciliation inter-palestinienne.

Et elle ne suggère pas que le Fatah, maintenant solidement soutenu et financé par les Etats-Unis, ait entrepris une véritable transformation démocratique.

Bien sûr, le Fatah aujourd'hui reste le même Fatah qui a accepté, seulement avec réticence et sous la pression américaine, de permettre que des élections générales aient lieu en 2006 – et seulement parce que les dirigeants du Fatah semblaient sûrs de gagner.

Toutefois, lorsque le Hamas a remporté les élections haut la main, le Fatah n'a pu avaler l'amère pilule et a décidé de s'embarquer dans chaque acte concevable de sabotage, pour casser le Hamas et déstabiliser son gouvernement. Certains observateurs croient que le Fatah a pris, en secret, la décision de renverser le gouvernement Hamas en devenant dès que les résultats des élections ont été annoncés.

Il est vrai que quelques responsables du Fatah ont publiquement accepté les résultats des élections.

Cependant, en réalité, ils ont cherché à restreindre les horizons du Hamas en rejoignant, effectivement et activement, la guerre ouverte menée par les Américains contre lui, une guerre qui n'est pas encore terminée.

Il y a quelques années, je me souviens d'avoir écouté la bande audio d'une réunion d'information secrète de Mohammad Dahlan avec ses partisans, à la radio Al Hurriya, à Gaza. Lors de cette réunion infâme, Dahlan jurait de faire regretter au Hamas le jour où il avait décidé de prendre part aux élections.

"Je leur ferai manger ... (juron), et si un quelconque gars du Fatah ose participer au gouvernement Hamas, je saurai comment m'occuper de lui."

Dahlan avait ajouté : *"J'enverrai quelques jeeps ici et là, pour donner l'impression que Gaza est en feu."*

Dahlan fit d'autres remarques épouvantables, qu'on ne peut mentionner pour maintenir la dignité du langage.

Ensuite, le Fatah, ou plus exactement le camp à qui les Américains ont donné du pouvoir au sein du mouvement, a collaboré activement avec la CIA et Israël *"pour faire échouer l'expérience Hamas"*, de peur qu'elle ne se répète ailleurs au Moyen Orient et dans le reste du monde musulman.

L'idée était très simple : imposer un étranglement économique et financier draconien sur les Palestiniens ordinaires, pour leur faire non seulement regretter leur décision de voter pour le Hamas, mais aussi pour qu'ils se retournent contre le mouvement islamique, de manière analogue à tous les coups d'Etat fomentés par la CIA en Amérique Latine et Centrale.

Au début de l'année, le magazine américain *"Vanity Fair"* a publié un rapport d'investigation très complet intitulé *"Comment l'Administration Bush a menti au Congrès et a armé le Fatah pour provoquer une guerre civile palestinienne dans le but de renverser le Hamas."*

Le rapport soulignait que la Maison Blanche avait essayé d'organiser le renversement du gouvernement dirigé par le Hamas après qu'il ait remporté les élections palestiniennes en 2006.

Selon le rapport, l'administration Bush a menti au Congrès et a accru son soutien militaire à la faction palestinienne rivale Fatah, dans le but de provoquer une guerre civile palestinienne, dont ils pensaient que le Hamas la perdrait.

Vanity Fair rappelait l'épisode "Iran Contra 2.0" – en référence aux fonds versés par l'administration Reagan aux Contras nicaraguayens en vendant secrètement des armes à l'Iran. (1)

Un ancien responsable haut placé de l'administration Bush a dit qu'il pensait que la prise du pouvoir par le Hamas à Gaza l'année dernière était vraisemblablement une mesure préemptive pour devancer le coup d'Etat soutenu par les USA.

Cet officiel, David Wurmser, fut le conseiller pour le Moyen Orient du Vice-président Cheney jusqu'à ce qu'il démissionne en juillet 2007, un mois après la prise de pouvoir du Hamas. Wurmser a dit : *"Il y a une rupture stupéfiante entre la revendication du Président pour la démocratie au Moyen Orient et sa politique. Elle la contredit directement."*

Nettement embarrassé, le Fatah, comme prévu, a minimisé la crédibilité du rapport, le qualifiant de *"grossièrement inexact"*.

Le Fatah demande donc maintenant des élections anticipées, oubliant complètement toute une série de questions importantes en rapport avec les élections. En voici quelques-unes :

Tout d'abord, Israël et l'administration américaine, qui considèrent le Hamas comme une "organisation terroriste" (non pas pour la violence mais parce qu'il insiste sur les droits palestiniens, en particulier le droit au retour des réfugiés palestiniens) autoriseront-ils que des élections libres et transparentes aient lieu, à la lumière de "l'expérience désastreuse" de 2006 ?

Les dirigeants du Fatah peuvent arguer, uniquement par provocation, que les élections sont une affaire palestinienne interne. Oui, c'est vrai, mais nous savons tous que l'Autorité Palestinienne n'est pas un Etat, et encore moins un Etat souverain. Nous savons aussi que l'Autorité Palestinienne est à 150% subordonnée aux USA, qui sont en retour subordonnés à Israël. Alors, pourquoi parler au sous-fifre plutôt qu'au responsable ?

En deux, admettons que le Hamas gagne les élections, le Fatah acceptera-t-il cette fois le résultat ? Les dizaines de milliers de soldats anti-Hamas entraînés et payés par les Américains en Cisjordanie accepteront-ils l'autorité du nouveau gouvernement dirigé par le Hamas ?

En fait, il serait plus que naïf de penser qu'ils le feraient. Nous parlons de forces de sécurité dont la raison d'être est de combattre et d'annihiler le Hamas, comme le prouve la campagne vindicative contre les Palestiniens suspectés d'appartenir au Hamas et les institutions islamiques actuellement menée dans toute la Cisjordanie.

Troisièmement, imaginons que le Fatah accepte les résultats, même si ceux-ci ne lui plaisent pas. Israël le fera-t-il ? Y a-t-il des garanties que l'armée israélienne d'occupation, qui contrôle chaque recoin et chaque rue de Cisjordanie, ne rafle pas les "*mauvais candidats*" et les "*mauvais gagnants*", et ne les jette pas dans les geôles et camps de concentration israéliens partout en Palestine occupée, comme il l'a fait la dernière fois que des élections ont eu lieu ?

Israël, pour ceux qui l'aurait oublié, continue de détenir pour la troisième année consécutive des centaines de personnalités palestiniennes élues, dont des maires, des membres de conseils locaux et, en particulier, pas moins de 40 députés élus et anciens ministres.

Le principal "*crime*" commis par ces responsables élus, des gens comme le Professeur Aziz Duweik, le Président du Parlement palestinien, est d'avoir participé à une "*élection illégale*" ! Quel énorme mensonge, quand on sait que les élections palestiniennes de 2006 ont été agréées tant par Israël et son premier ministre Ariel Sharon que par l'administration Bush.

Cette conduite de gangster scandaleuse par un état qui s'autoproclame la seule démocratie du Moyen Orient est une preuve flagrante qu'une démocratie sous occupation militaire étrangère est une grande farce. C'est un message que toutes les factions palestiniennes, en particulier le Fatah et le Hamas, devrait comprendre et intérioriser.

Ne pas le faire ferait de nous la risée du monde.

(1) **Affaire Iran-Contra** : dans les années 1980, plusieurs membres de l'administration Reagan ont vendu illégalement des armes à l'Iran, qui était un ennemi avoué des États-Unis, et ont utilisé les profits pour financer secrètement, et malgré l'opposition du Congrès, les Contras, un mouvement contre-révolutionnaire nicaraguayen de lutte armée regroupant les opposants au gouvernement marxiste-léniniste de Daniel Ortega.

Sources [ISM](#)

Posté par Adriana Evangelizt : <http://palestine.over-blog.net/article-23015250.html>

21 septembre 2008

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Analyse de Jonathan Cook : Comment Israël fabrique ses collaborateurs palestiniens.

Il est devenu évident que « la coopération » est l'épine dorsale même de la réussite d'Israël à maintenir son occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

La police secrète israélienne exploite la situation misérable des hôpitaux et le manque de fournitures médicales dans la bande de Gaza pour faire pression sur les malades et leurs familles afin qu'ils collaborent en échange d'une autorisation de quitter Gaza.

La persistante utilisation par Israël de collaborateurs palestiniens pour renforcer l'occupation et détruire la résistance palestinienne avait toujours été jusqu'à aujourd'hui passée sous silence.

Quand le sujet était abordé par les médias internationaux et locaux, c'était uniquement dans le cadre des insuffisances du système judiciaire palestinien qui tolérait l'exécution sommaire de collaborateurs lynchés par la foule ou condamnés par des tribunaux aux décisions arbitraires.

Cela commence à changer avec un flot régulier de rapports donnant une idée de l'ampleur de l'utilisation de collaborateurs par Israël, et des techniques malsaines employées pour les recruter. Il est devenu évident que « la coopération » est l'épine dorsale même de la réussite d'Israël à maintenir son occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

La collaboration a de multiples apparences, dont les revendeurs qui achètent des terres appartenant à des Palestiniens pour ensuite les revendre aux colons ou au gouvernement israélien, ou des collaborateurs armés qui assistent les soldats israéliens lors des incursions, ou encore des indicateurs infiltrés dans les organisations politiques et leurs ailes armées et qui contrecarrent les opérations de résistance.

Mais la base du système de collaboration, dont Israël dépend pour maintenir son contrôle, est l'informateur de bas niveau qui transmet mêmes les plus petites informations sur ses voisins et les responsables de sa communauté.

Des informations récemment parues dans les médias israéliens suggèrent que le retrait de Gaza en 2005, loin de réduire les opportunités pour cette collaboration, les aurait au contraire réellement augmentées. Le siège en cours appliqué contre le territoire — par lequel Israël contrôle effectivement tout mouvement dans et hors de Gaza — a fourni un point de levier idéal pour imposer les connivences.

Aux commandes de cette stratégie se trouve la police secrète israélienne, le Shin Bet, qui a récemment tourné son attention vers les Gazans malades et vers leurs parents qui doivent sortir de la bande de Gaza. Avec des équipements hospitaliers et des médicaments qui font défaut, certains patients ont peu d'espoir de guérison sans un traitement à l'étranger ou en Israël.

Selon la branche israélienne des médecins pour les droits de l'homme [Physicians for Human Rights](#), le Shin Bet exploite la détresse de ces familles pour exercer des pressions afin qu'elles acceptent de collaborer en échange d'une autorisation de sortie.

Le mois dernier, cette association a révélé les détails de 32 cas dans lesquels des Gazans malades ont reconnu que des permis de sortie leur ont été refusés après qu'ils aient eux-mêmes refusé de se transformer en indicateurs.

Parmi ces cas se trouve celui de Shaban Abu Obeid, âgé de 38 ans, dont le stimulateur cardiaque a été installé dans un hôpital israélien et qui a besoin d'un entretien régulier fait par les médecins israéliens. Un autre cas montre que Bassam Waheidi, âgé de 28 ans, est devenu aveugle d'un oeil après qu'il ait refusé de coopérer et que le droit de quitter Gaza lui ait été nié.

Mais ces cas ne sont que la partie visible d'un énorme iceberg. Ces Palestiniens qui refusent de collaborer ont tous intérêt à rendre public leurs mésaventures. En revanche, ceux qui acceptent de se transformer en indicateurs n'ont aucun intérêt à le faire...

Comme c'est le cas dans d'autres régimes d'occupation, Israël s'est longtemps appuyé sur la façon la plus traditionnelle de recruter des collaborateurs : l'usage de la torture. Alors qu'une décision de la Cour suprême israélienne interdit la torture depuis 1999, l'évidence suggère que le Shin Bet a tout simplement ignoré ce jugement.

Deux groupes israéliens de défense des droits de l'homme, [B'Tselem](#) et [Hamoked](#), ont découvert l'année passée qu'étaient toujours régulièrement utilisées sept méthodes « spéciales » d'interrogatoire correspondant à de la torture, dont les passages à tabac, les immobilisations douloureuses, des positions contraignant le dos à se plier en arrière, et la privation prolongée de sommeil.

La détention offre d'autres moyens de recrutement. Ces seules 17 dernières années, 150 000 Palestiniens ont été poursuivis par le régime militaire. Selon le groupe israélien [Yesh Din](#), 95% de ces poursuites se terminent par des négociations entre le procureur et l'avocat de la défense, impliquant parfois le juge, pour réduire la gravité des charges, offrant ainsi une autre possibilité de persuader un détenu de faire l'informateur en échange d'une peine réduite.

Le partage de cellule dans le système pénitentiaire israélien, comme Salah Abdel Jawwad, spécialiste des Sciences politiques basé Ramallah l'a observé, est aussi l'environnement parfait dans lequel le Shin Bet peut collecter des données non seulement sur un(e) détenu(e) mais également plus largement sur la société d'où il ou elle est issu(e).

Avec des centaines de milliers de Palestiniens ayant passé par ses prisons depuis 1967, Israël a pu « depuis longtemps contrôler la population » nous dit M. Abdel Jawwad, « en particulier parce qu'il peut identifier à l'avance ceux qui ont l'étoffe de devenir des dirigeants dans la société palestinienne. »

Un exemple de l'utilisation de pressions durant la détention en prison a été révélé la semaine dernière quand un ordre de relâche a été émis sur le cas de Hamed Keshta, âgé de 33 ans, originaire de Gaza. Traducteur pour les agences de presse et l'Union européenne (UE), il a été arrêté en juillet alors qu'il essayait de se servir d'un permis pour franchir la frontière vers Israël afin d'assister à une réunion avec ses employeurs de l'UE.

M. Keshta a raconté qu'il a été placé en détention et qu'il s'est vu offrir la possibilité de devenir un collaborateur. Après qu'il ait refusé, les interrogatoires par le Shin Bet « ont commencé à devenir sérieux », rapporte le quotidien israélien *Haaretz*. Il est resté en détention pendant un mois, affublé des plus graves accusations telles que des « violations de la sécurité » et d'avoir conspirer pour commettre « un crime contre la sécurité de l'État. »

« Je suppose que c'est l'interrogatoire standard que des milliers d'autres Palestiniens subissent, » a-t-il estimé après sa libération. « Ils ne m'ont pas battu, mais j'ai été placé dans des positions contraignantes et forcé à me courber sur une chaise, » ajoute-t-il, faisant allusion à la cruelle position nommée « shabah » qui devient insupportablement douloureuse après une courte période. Keshta a également été privé de médicaments. Depuis des décennies, les autorités d'occupation ont imposé un système de contrôle absolu sur la vie des Palestiniens qui obligent ces derniers à obtenir des permis pour tout mouvement, soit auprès du régime militaire qui les domine, connu sous le terme trompeur d'administration civile, soit auprès du Shin Bet. La plupart des Palestiniens ont besoin d'une laissez-passer pour réaliser les tâches habituelles et essentielles telles que construire ou transformer une maison, traverser un point de contrôle [checkpoint] pour rendre visite à un parent ou pour atteindre un hôpital, passer par une porte dans le mur de séparation [mur d'Apartheid] israélien pour cultiver leurs terres, conduire un taxi, obtenir des permis d'importation ou d'exportation, quitter

les territoires occupés y compris pour des affaires, rendre visite à un parent en prison, obtenir un droit de résidence pour une personne aimée, et ainsi de suite...

Il y a peu de Palestiniens qui n'ont pas eu besoin d'une telle « faveur » de la part des autorités militaires à un moment ou à un autre, soit pour eux-mêmes soit pour quelqu'un qu'ils connaissent. Et c'est en ce moment qu'une pression peut être exercée. Dans son livre « *Sharon et ma belle-mère* », Suad Amiry décrit avec éloquence ce processus. En échange d'une aide ou d'un permis quelconque, un retour est exigé par le régime d'occupation. Une fois le doigt dans l'engrenage, l'intégrité du bénéficiaire est compromise et progressivement de plus grandes exigences se font jour.

C'est ce progressif étranglement de grandes parties de la population palestinienne, en même temps que des menaces ouvertes de violence physique destinées à de plus petites parties de la population, qui certifient que la collaboration avec l'occupation a un aspect endémique. Ceci, dans la façon dont le comprend Israël, crée un environnement qui empêche le succès de la résistance et qui exige organisation, coopération et échange de renseignements entre les organisations armées. Dès que le cercle s'élargit au-delà de quelques individus, l'un d'entre eux est susceptible d'être un informateur.

Le résultat peut être constaté dans l'échec récurrent de la plupart des actions armées de la résistance, aussi bien que dans la facilité avec laquelle Israël sélectionne des dirigeants palestiniens pour en faire des « cibles » pour des meurtres.

M. Abdel Jawwad caractérise cette approche de guerre « psychologique » contre les Palestiniens, qui sont ainsi poussé à croire que leur société est « faible, malade et composée d'individus peu fiables. »

En bref, ceci encourage la fragmentation sociale où les Palestiniens en arrivent à croire qu'il vaut mieux poignarder son voisin dans le dos avant d'être soi-même poignardé.

Jonathan Cook

18 septembre

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5087

5-2 Les sombres stratagèmes d'Israël pour appâter les collaborateurs palestiniens.

La perpétuelle utilisation par Israël de collaborateurs palestiniens pour enraciner l'occupation et détruire la résistance palestinienne était autrefois le grand tabou du conflit au Moyen-Orient.

Lorsque le sujet a été abordé par les médias internationaux et locaux, cela le fût uniquement dans le cadre des défauts du système judiciaire de l'Autorité Palestinienne qui permettait l'exécution sommaire des collaborateurs par des lynchages de foule et des tribunaux populaires.

Par Jonathan Cook > jcook@thenational.ae

Cela commence à changer avec une série de reportages indiquant l'étendue de l'utilisation de collaborateurs par Israël et les techniques malsaines qu'il utilise pour les recruter. Il est devenu évident que la « coopération » est la base du succès d'Israël dans son maintien de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. La collaboration prend diverses formes, avec entre autres, des revendeurs de terres qui achètent des terres appartenant à des Palestiniens pour les revendre à des colons ou au gouvernement israélien, des agents armés qui aident les soldats israéliens dans leurs rafles et des infiltrés dans les organisations nationales et leurs branches armées qui font échouer les opérations de la résistance.

Mais la base de la collaboration est le système d'informateurs de bas niveau qui fournissent des informations sur leurs voisins et les dirigeants de la communauté sur lequel est basé le système de contrôle israélien.

Par exemple, des récents reportages parus dans les médias israéliens donnent à penser que le retrait de la bande de Gaza en 2005, loin de réduire les possibilités de collaboration, pourrait les avoir effectivement augmentées. L'actuel siège de la bande de Gaza – grâce auquel Israël gère en réalité tous les mouvements d'entrée et de sortie de la bande de Gaza - a fourni un moyen de pression pour encourager la connivence.

Le cerveau derrière cette stratégie est la police secrète israélienne, le Shin Bet, qui a récemment tourné son attention vers les malades de Gaza et leurs familles qui doivent quitter la bande de Gaza. Avec le manque d'hôpitaux et de médicaments, certains malades ont peu d'espoir de guérison sans traitement à l'étranger ou en Israël.

Selon la branche israélienne des Médecins Pour les Droits de l'Homme, le Shin Bet a exploité la détresse de ces familles en faisant pression sur eux pour accepter de collaborer en échange d'un permis de sortie.

Le mois dernier, le groupe a dévoilé les détails de 32 cas de malades de Gaza qui ont admis avoir été privés de laissez-passer après avoir refusés de devenir des informateurs.

L'un d'eux est **Shaban Abu Obeid**, 38 ans, dont le stimulateur cardiaque a été installé dans un hôpital israélien et a besoin d'entretien intermittent par des médecins israéliens.

Un autre, **Bassam Waheidi**, 28 ans, est devenu aveugle d'un œil après avoir refusé de coopérer et n'a pas pu obtenir de laissez-passer.

Mais ces cas ne sont que le sommet d'un énorme iceberg. Les Palestiniens qui refusent de collaborer ont tout intérêt à rendre public leurs problèmes. En revanche, ceux qui acceptent de devenir des informateurs n'ont pas intérêt à le faire.

Comme les autres régimes d'occupation, Israël a longtemps compté sur le mode de recrutement des collaborateurs le plus traditionnel : la torture. Même si une décision de la Cour suprême israélienne en 1999, a interdit la torture, les faits suggèrent que le Shin Bet a tout simplement ignoré la décision.

Deux groupes des Droits de l'Homme israéliens, B'Tselem et Hamoked, ont constaté l'an dernier que sept méthodes d'interrogatoire "spéciales" équivalant à de la torture sont encore régulièrement employées, dont les passages à tabac, les liens douloureux, les torsions du dos, les étirements du corps et les privations prolongées du sommeil.

La détention fournit d'autres possibilités de recrutement. Au cours des 17 dernières années, 150000 Palestiniens ont été poursuivis par le régime militaire. Selon le groupe israélien Yesh Din, 95% de ces procès ont terminé par des négociations, donnant encore une autre chance de convaincre un détenu de devenir un informateur en échange d'une réduction de peine.

Le partage de cellules dans le système pénitentiaire israélien, comme l'a fait observé Salah Abdel Jawwad, un spécialiste politique de Ramallah, est aussi le parfait environnement dans lequel le Shin Bet peut recueillir des données non seulement sur le détenu, mais aussi sur l'ensemble de la société d'où il ou elle vient.

Avec des centaines de milliers de Palestiniens qui sont passés par les prisons depuis 1967, Israël a été en mesure "de contrôler la population à un stade précoce", dit **M. Abdel Jawwad**, "en particulier parce qu'il est en mesure d'identifier ceux qui sont les futurs dirigeants de la société."

Un exemple de l'usage de pression au cours de la détention est sorti la semaine dernière, lorsque le secret a été levé sur le cas de **Hamed Keshta**, 33 ans, de la bande de Gaza. Traducteur pour des agences de presse européennes, il a été arrêté en Juillet quand il a essayé d'utiliser un laissez-passer pour entrer en Israël afin de rencontrer ses employeurs européens.

M. Keshta dit qu'il a été mis en garde à vue et qu'on lui a proposé de devenir un collaborateur. Quand il a refusé, les interrogatoires du Shin Bet "ont commencé à devenir sérieux", indique le journal Haaretz. Il a été détenu en garde à vue pendant un mois, accusé de graves chefs d'inculpation comme "atteintes à la sécurité" et conspiration pour commettre «un crime contre la sûreté de l'Etat".

Pendant des décennies, l'occupation a imposé un système de contrôle absolu sur la vie des Palestiniens qui les oblige à demander des laissez-passer soit au régime militaire qui les gouverne, appelé à tort Administration Civile, soit au Shin Bet.

La plupart des Palestiniens ont besoin d'un laissez-passer pour effectuer des tâches essentielles de la vie quotidienne comme la construction ou la modification d'une maison, franchir un checkpoint pour rendre visite à un parent ou aller à l'hôpital, franchir une porte dans le Mur de Séparation d'Israël pour cultiver leurs terres; conduire un taxi, obtenir des licences d'importation ou d'exportation; quitter les territoires occupés, y compris pour les entreprises; rendre visite à un parent en prison; obtenir une résidence pour un être cher, et ainsi de suite.

Il y a peu de Palestiniens qui n'ont pas besoin à un moment donné d'une telle "faveur" des autorités militaires, que ce soit pour eux-mêmes ou pour quelqu'un qu'ils connaissent. Et c'est à ce moment-là que la pression peut être exercée.

Dans son livre, Sharon et Ma Belle-Mère, Suad Amiry décrit ce processus de façon éloquente. En échange de l'aide ou du laissez-passer, une petite faveur est accordée par le régime d'occupation. Une fois acceptée, l'intégrité du bénéficiaire est compromise et petit à petit, les demandes sont plus importantes.

Ce sont ces petits gestes piégeant de larges couches de la population palestinienne - avec les menaces de violence physique contre de plus petites parties de la population - qui s'assurent du fait que la collaboration avec l'occupation soit endémique. Cela, comme le comprend bien Israël, crée un climat qui empêche le succès de la résistance, qui a besoin d'une organisation, d'une coopération et d'un échange de renseignements entre les factions armées. Dès que le cercle s'élargit au-delà de quelques individus, l'un d'eux est susceptible d'être un informateur.

Le résultat peut être vu dans l'échec de la plupart des actions armées de la résistance, ainsi que dans la facilité avec laquelle Israël assassine les dirigeants palestiniens qu'il "cible".

M. Abdel Jawwad appelle cette approche la «guerre psychologique» contre les Palestiniens, qui fait croire que leur société est "faible, malade et composée de personnages douteux".

En bref, cela encourage la fragmentation sociale, ce qui amène les Palestiniens à penser qu'il est préférable de poignarder dans le dos leur voisin avant d'être eux-mêmes poignardés.

Source : <http://www.antiwar.com/>

http://www.alterinfo.net/Les-sombres-stratagemes-d-Israel-pour-appater-les-collaborateurs-palestiniens_a23841.html

5-3 Analyse de Bill Van Auken : Palin ou l'ignorance au service de l'extrême droite.

Sarah Palin, a dévoilé l'ignorance et les politiques d'extrême droite de la candidate, tout en brochant autour de certaines des questions les plus cruciales à la base de son improbable candidature.

Le choix de Palin commence-t-il à donner des sueurs froides au camp Républicain ?

La réaction de la campagne d'Obama et du Parti démocrate est tout autant révélatrice. Ils ont laissé Palin dire ce qu'elle voulait durant les entrevues sans réagir, sauf lorsqu'elle a tenté de s'identifier à la sénatrice Hillary Clinton, candidate à l'investiture démocrate. Une réaction colérique en guise de réponse, transmise par la congressiste de la Floride, Debbie Wasserman Shultz, avait plus l'allure d'une contestation contre l'utilisation illégale d'une marque de commerce plutôt qu'une réponse substantielle aux positions de Palin.

Les démocrates ont ignoré dans leur réponse à la présentation de Palin ses vues politiques significativement plus à droite que celle de l'administration Bush, incluant une position en politique étrangère qui pose clairement la menace d'une troisième guerre mondiale nucléaire.

Par son ton, l'entrevue était sans contredit l'un des échanges les plus particuliers ayant été tenue dans l'histoire récente de la politique américaine.

L'approche de Gibson ressemblait parfois à celui d'un professeur impatient et sceptique testant un de ses mauvais élèves. Pour sa part, Palin semblait agir en automate, clairement, elle régurgitait les réponses que les responsables de la campagne républicaine lui ont fait apprendre durant la courte période de deux semaines depuis son élection-surprise comme colistière du sénateur John McCain.

Il fait peu de doute que sur les quelque dix millions de téléspectateurs qui ont écouté les entrevues, beaucoup ont été motivé par une curiosité morbide, pour voir si la gouverneure de l'Alaska, pratiquement inconnue jusqu'à ce jour et sans expérience, allait sérieusement se ridiculiser à la télévision nationale.

Palin a trébuché sur quelques questions et est demeurée complètement figée lorsque lui a été posée la question sur la « doctrine Bush », une chose avec laquelle elle n'était clairement pas familière, même après que Gibson, pour l'aider, lui eut expliqué de quoi il s'agissait.

Derrière l'image fabriquée, les éléments qu'apporte Sarah Palin à la politique américaine sont la bigoterie religieuse et l'hostilité à l'égard des droits démocratiques, l'anti-intellectualisme, un faux semblant de populisme de droite et un appui inébranlable au militarisme américain, en bref, le fond de commerce de la droite républicaine.

Les dangers que soulève ce type d'ignorance, d'idées arriérées et de perspective réactionnaire lorsqu'ils sont fusionnés aux pouvoirs d'Etat sont devenus clairs dans l'entrevue d'ABC.

....

Pareillement, Palin a été questionnée sur l'attitude que Washington devrait adopter à l'égard d'une décision d'Israël de mener des frappes aériennes contre le programme nucléaire embryonnaire d'Iran.

« Bien, premièrement, nous sommes amis avec Israël et je ne crois pas que nous devrions critiquer les mesures qu'Israël doit prendre pour se défendre et pour assurer sa sécurité », répondit Palin.

Alors que Gibson insista sur ce point, elle s'accrocha obstinément à cette position, répétant à deux reprises qu'il ne fallait pas « critiquer » les actions d'Israël.

Le Washington Post doit régulièrement « critiquer » de telles décisions - malgré l'indéniable et extraordinaire influence exercée par Israël et le lobby sioniste sur la politique étrangère américaine - mais cette question ne s'est apparemment jamais posée à Palin. Pas plus, semblerait-il, qu'une telle attaque israélienne ferait certainement l'objet de représailles iraniennes dont de possibles attaques contre les troupes de l'occupant américain en Irak, incluant son propre fils, qui y est déployé depuis le 11 septembre.

Ensuite, il y eut l'échange sur la « doctrine Bush », à propos duquel beaucoup a été dit dans les médias.

Les premières paroles maladroites de Palin sont compréhensibles. Gibson lui demanda, « êtes-vous d'accord avec la doctrine Bush » et elle répondit en indiquant qu'elle croyait qu'il faisait référence à sa « vision du monde ».

Cependant, lorsque Gibson poursuivit en indiquant que, non, il parlait plutôt de « la doctrine Bush, celle annoncée en septembre 2002, avant la guerre en Irak », il devint évident que Palin n'avait aucune idée qu'il faisait référence à la doctrine de « guerre préventive » avec laquelle Bush et l'impérialisme américain se sont arrogé le droit d'attaquer militairement tout pays perçu comme une menace aux intérêts de ce dernier.

Palin balbutia quelques paroles sur son accord avec les efforts de Bush visant à « débarrasser ce monde de l'extrémisme et des terroristes islamiques qui veulent à tout prix détruire notre nation » et affirma que les « erreurs » commises pourraient être corrigées par l'élection d'un nouveau leadership.

Néanmoins, même du point de vue son ignorance, les réponses de Palin ont clairement démontré qu'elle soutenait essentiellement la « doctrine Bush » : un militarisme américain débridé.

Lorsqu'on lui demanda si les Etats-Unis avaient le droit de mener des attaques au-delà de la frontière, contre le Pakistan, sans la permission du gouvernement de ce pays - ce qui se produit déjà sous les ordres de la Maison-Blanche de Bush - Palin a répondu : « Afin de stopper les extrémistes islamiques, ces terroristes qui cherchent à détruire les Etats-Unis et nos alliés, nous devons faire tout ce qui est nécessaire sans hésiter, Charlie, en prenant ces dures décisions, à savoir où aller et même qui prendre pour cible. »

Voilà le corollaire de Palin à la doctrine Bush : aller n'importe où et cibler n'importe qui, il ne faut simplement pas hésiter.

Sur les questions nationales, un mélange d'ignorance et de duplicité a caractérisé les réponses de Palin.

Lorsqu'on lui parla de ses désaccords avec McCain sur le réchauffement climatique, elle nia l'existence de tels désaccords et déclara qu'elle croyait que « les activités de l'homme pouvaient certainement contribuer au problème du réchauffement et des changements climatiques ».

Toutefois, pas plus tard que l'an dernier, elle répétait fidèlement les mots de l'extrême droite et du lobby du pétrole, affirmant à un quotidien de l'Alaska que, « Je ne suis pas un Al Gore, ni un prophète de malheur environnementaliste qui rejette le blâme des changements climatiques sur l'activité humaine. »

....

Le fait que Palin puisse être envisagée comme la candidate à la vice-présidence du Parti républicain témoigne non seulement de la trajectoire vers l'extrême droite du parti lui-même, mais aussi de la pusillanimité des démocrates et de leur incapacité et réticence à mener toute attaque sérieuse contre le Parti républicain ou l'extrême droite.

L'élite dirigeante américaine est clairement en appréhension face à cette stratégie et les dangers d'avoir une personne comme Palin à « un battement de coeur » d'une présidence qui serait occupée par un homme de 72 ans avec d'importants problèmes de santé.

Le Washington Post a publié un éditorial sur les entrevues, les qualifiant de « troublantes ». Sa performance, affirme le journal, « ne l'a pas disqualifiée, mais était loin d'être rassurante ».

dimanche 21 septembre 2008 - 05h:38

Bill Van Auken – WSWS

(Article original anglais paru le 15 septembre 2008)

dimanche 21 septembre 2008 - 05h:38

5-4 Analyse de Jalal Al Hussein : Les camps de réfugiés palestiniens au Proche-Orient, entre norme du droit au retour et intégration socioéconomique.

16 septembre

Cet article analyse les enjeux politiques et socioéconomiques relatifs à l'évolution de l'infrastructure physique des 58 camps de réfugiés palestiniens officiels que compte le Proche-Orient (la Jordanie, le Liban, la Syrie, la Cisjordanie et la bande de Gaza).

Par ce biais, c'est la question de l'intégration de ces camps dans leur environnement local qui est posée, avec pour principal objet d'analyse les interactions qui se sont développées entre leurs habitants, aujourd'hui au nombre d'un million quatre cent mille, soit environ un tiers de l'ensemble des réfugiés enregistrés, et les principales institutions en charge de leur gestion quotidienne, soit les autorités des pays d'accueil et l'UNRWA [1] (UNRWA, 2007).

On essaiera en particulier de s'interroger sur l'accélération récente des travaux de réhabilitation de nombreux camps depuis la fin des années 1990 en terme de rénovation de l'habitat et des réseaux routiers ainsi que de réfection des réseaux d'eau et d'électricité. La gestion des camps s'apparente-t-elle encore à ce que Blandine Destremau, se référant au cas jordanien au début des années 1990, appelait la « reproduction du provisoire » (Destremau, B., 1994) ?

Ou est-on entré dans une phase nouvelle d'implantation permanente des réfugiés dans leurs pays d'accueil, prélude à un règlement définitif du conflit israélo-arabe ?

Répondre à ces interrogations nécessite de revenir sur les principales étapes de la gestion des camps depuis 1949-1950, lorsque les premiers d'entre eux furent installés. Chacune de ces étapes, du remplacement des tentes par des unités d'habitation en dur dans les années 1950 à l'aménagement de 'résidences modèle' en Cisjordanie et en Syrie depuis le début des années 2000, témoigne de l'évolution du contexte politique et socioéconomique dans lequel les interactions trilatérales réfugiés/sociétés d'accueil/UNRWA se sont inscrites.

Extrait

CONCLUSION

Si la gestion des camps de réfugiés palestiniens n'a cessé d'être marquée par la 'norme' du 'droit au retour', sa mise en œuvre a varié selon l'adaptation des réfugiés et des acteurs institutionnels impliqués à l'évolution du contexte politique et socioéconomique proche-oriental.

Longtemps considérée par les réfugiés ainsi que les autorités d'accueil comme une atteinte à ce droit, la réhabilitation de l'infrastructure des camps s'est ainsi muée, d'abord au cours des années 1980 dans les territoires occupés de la bande de Gaza et de Cisjordanie, puis dans les autres pays du Proche-Orient, en support essentiel à la préservation de ce droit : réhabiliter le camp, c'est en assurer la survie devant les plans d'implantation permanente envisagés par Israël et ses alliés. Cette évolution a garanti aux camps leur caractère temporaire tout en leur conférant une certaine intégration physique dans le tissu urbain des pays d'accueil.

Jusqu'aux 'Accords d'Oslo' de septembre 1993, cette évolution stratégique de la notion de réhabilitation a correspondu à l'évolution du statut sociopolitique du réfugié des camps : le réfugié démuné, dépendant de l'assistance internationale, s'émancipe dès la fin des années 1960 en se transformant en 'héros' du 'droit au retour' et en acteur emblématique de la résistance palestinienne contre Israël. Plus prosaïquement, nombres de réfugiés des camps se sont intégrés d'eux-mêmes dans les pays d'accueil au gré des opportunités socioprofessionnelles que ces derniers leur ont offert.

Le processus de paix engagé suite à la conclusion des 'Accords d'Oslo' a rompu l'équilibre matériel et symbolique sur lequel l'intégration qualifiée des réfugiés des camps était basée. En remettant en cause le statut des réfugiés et celui des camps sans aucune garantie quant à leur statut permanent, ce processus les a placés dans une situation délicate de porte-à-faux face à des sociétés d'accueil en mal de développement et de croissance économique, y compris dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza sous autonomie palestinienne. En attendant la conclusion (ou l'absence) d'un accord définitif avec Israël, comment en effet concilier le projet de construction national-étatique dans l'ensemble des pays de la région, avec ses exigences d'intégration politique et de viabilité socio-économique, tout en préservant l'existence des camps, symboles du refus de l'implantation définitive des réfugiés, mais également figures de marginalité et de dépendance matérielle ?

Ces questions nous invitent à une discussion de fonds sur les modalités d'intégration géographique, politique, et socioéconomique des camps et de leurs habitants dans les sociétés d'accueil, et ce à l'échelle municipale, nationale et régionale. A cet égard, il convient de se départir des approches 'essentialistes' souvent adoptées

par ceux qui, des acteurs politiques ou humanitaires aux chercheurs, tendent à produire une représentation figée des camps en termes exclusifs de 'non-lieux', de 'camps d'internement' ou, à l'inverse, de 'lieux de mémoire', selon leurs orientations idéologiques et/ou théoriques. Comme l'a montré cette contribution, chacune de ces représentations représente seulement un aspect de la réalité complexe des camps, dont l'importance a varié en fonction des différentes phases de l'histoire agitée du Proche-Orient.

Jalal Al Hussein

août 2008

ASYLON(S) - La revue des deux asiles , n°5, septembre 2008

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4975

6 Annexe

6-1 Les lois d'apartheid d'Israël.

Cet été, le Parlement israélien, la Knesset, a tenu des débats sur 16 propositions de loi, toutes dommageables en matière de droits de la personne et des droits civils. Entre autres :

1-Une modification à la loi sur les dommages en matière civile. L'État d'Israël sera rétroactivement exonéré de toute responsabilité pour les dommages causés par l'armée aux résidents des territoires occupés. Ce projet a passé l'étape de la première lecture.

2-Une modification du code pénal : La police israélienne ne sera plus tenue de conserver en dossiers les interrogatoires de suspects dans les cas concernant la sécurité, ce qui facilitera le recours à la torture plus courant. Ce projet a déjà passé les 1ère et 2e lecture.

3-Le renouvellement pour la 8e fois consécutive de la législation « temporaire » sur la citoyenneté, une loi qui empêche des citoyens arabes israéliens de vivre en Israël avec des conjoints originaires de Cisjordanie ou de Gaza.

4-Une proposition concernant la disposition des terres du Fonds national juif (FNJ). Le FNJ possède, en Israël, 13% des terres et distribue ces propriétés exclusivement aux Juifs. Le nouveau projet confirme le droit du FNJ de poursuivre cette politique discriminatoire. Ce projet a été approuvé par la Knesset en 1ère lecture à une confortable majorité.

5-L'emprisonnement sans procès de « combattants illégaux ». Ce projet permettra au gouvernement de garder prisonnier, sans aucun procès, toute personne déclarée membre d'une « force ennemie » jusqu'à la fin des hostilités entre Israël et ce groupe. Ce projet a été approuvé en 2e et 3e lectures à la Knesset.

Tous ces projets de loi violent les droits fondamentaux de la personne et les droits civils. Les Israéliens arabes ne peuvent pas acheter de terres ni se marier comme ils le souhaitent, alors qu'il n'y a aucune restriction comparable pour les Israéliens juifs.

Les Palestiniens des territoires occupés peuvent voir leurs maisons et leurs propriétés détruites sans aucun dédommagement. Ils sont exposés à des interrogatoires sans respect des procédures, sans protection contre la torture; exposés à l'emprisonnement pendant des années sans procès. Ces mesures sont déjà d'usage courant en Israël. Avec la nouvelle législation elles deviendront tout simplement « légales ».

Ces lois israéliennes rappellent les pires aspects de l'apartheid sud-africain. Elles ont comme base une politique raciste et leur but, comme dans l'Afrique du Sud blanche est de dépouiller la population d'origine de ses droits, de sa terre et de son avenir.

La législation israélienne est de fait la loi d'un État d'apartheid.

Adaptation d'un extrait de l'article « Face the nation/ Two Right Hands » du Akiva Eldar, publié par le quotidien israélien

Référence:<http://www.haaretz.com/hasen/spages/1012885.html> Distribué par PAJU Palestiniens et Juifs Unis Ha'aretz le 19 août 2008.

http://www.pajumontreal.org/paju_fr/?/Afficher-masquer-QUE-CESSE-L-OCCUPATION-Bulletin-de-PAJU-No-396-12-septembre-2008-Les-lois-d-apartheid-d-Israel